



ECCC - Soutien à la norme fédérale sur les combustibles propres

**Soumis par Mobilité Électrique Canada
3 mars 2021**

Paola Mellow
Directrice exécutive, Division des combustibles à faible teneur en carbone
351, boul. Saint-Joseph, 21e étage, bureau 21062
Gatineau, Québec K1A 0H3

Par courrier électronique.

Chère Madame Mellow,

Re : Projet de norme sur les combustibles propres

Mobilité Électrique Canada (MÉC) tient à féliciter Environnement et Changements Climatiques Canada (ECCC) pour son travail de publication du projet de norme sur les combustibles propres (NCP) dans la Gazette du Canada. La NCP est un outil politique important qui peut soutenir les objectifs du Canada visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) de plus de 30 % d'ici 2030 et à atteindre un niveau d'émissions nettes de GES nul d'ici 2050. Nos membres ont suivi l'évolution de la NCP avec beaucoup d'intérêt et font les commentaires suivants concernant les possibilités de marché de crédits pour le changement de combustible dans les transports :

L'électrification des transports est essentielle à la réalisation des engagements climatiques du Canada.

Entre 1990 et 2018, les émissions de GES des voitures et des camions légers ont augmenté de 40 %. En 2018, les transports représentaient 25 % des émissions totales de GES du Canada, ce qui est presque à égalité avec le pétrole et le gaz comme principale source d'émissions. Plus de 80 % de l'électricité du Canada étant produite par des sources non émettrices, l'électrification des transports est un des moyens les plus prometteurs non seulement pour réduire les émissions de GES, mais aussi pour améliorer la qualité de l'air et la santé des Canadiens.

La NCP permet de s'attaquer aux multiples obstacles à l'électrification des transports.

Les membres de Mobilité Électrique Canada discutent régulièrement des obstacles à l'adoption des Véhicules Zéro Émission (VZÉ), notamment le manque d'éducation sur les VZÉ, le prix des VZÉ par rapport aux véhicules à moteur à combustion interne comparables, le manque d'accès et de disponibilité des infrastructures de recharge, ainsi que l'offre limitée de marques et de modèles de VZÉ. Malgré la récente croissance des ventes de VZÉ et le contexte politique fédéral et provincial actuel, il reste encore beaucoup à faire pour lever ces obstacles à l'adoption afin que le Canada atteigne ses objectifs en matière de changements climatiques et d'adoption des VZÉ.

La NCP a le potentiel de s'attaquer à un certain nombre des obstacles à l'adoption des VZÉ par la création de crédits qui reconnaissent les réductions d'émissions de GES associées au passage des carburants d'utilisation finale aux VZÉ. Par exemple, le marché des crédits NCP a le potentiel:

- a) d'améliorer l'analyse de rentabilité pour ceux qui investissent dans des infrastructures de charge pouvant soutenir l'accès et la disponibilité de ces infrastructures;
- b) De soutenir les investissements dans les réseaux électriques nécessaires pour permettre de nouvelles charges par le recyclage des revenus du crédit;
- c) De réduire l'écart de prix entre les VZÉ et les véhicules à essence grâce au recyclage des revenus du crédit;
- d) D'augmenter la différence entre les combustibles fossiles et les combustibles à faibles émissions comme l'électricité et l'hydrogène grâce à un marché des crédits fort;

En outre, un marché de crédits qui établit des règles de vérification et de validation équitables et proportionnelles aux crédits/recettes prévus peut contribuer à permettre la participation d'organisations de toutes tailles qui souhaitent soutenir l'électrification des transports. Le Canada ne dispose pas actuellement de politiques réglementaires ou de financement suffisant pour atteindre ses objectifs en matière d'électrification des transports.

En tant que principale association industrielle canadienne pour l'électrification des transports, nous souhaitons féliciter le Canada pour les nombreuses mesures importantes qui ont été prises pour soutenir l'éducation, les ventes et le déploiement des infrastructures de recharge pour VZÉ. Ces investissements sont des étapes essentielles pour aider le Canada à atteindre ses objectifs d'adoption de VZÉ légers de 10 % d'ici 2025, 30 % d'ici 2030 et 100 % d'ici 2040. Toutefois, ils ne sont pas suffisants pour garantir une transition complète vers les VZÉ.

Le marché des VZÉ est encore en phase d'adoption précoce. Cela est particulièrement évident dans les Prairies, les territoires et les Maritimes, où l'adoption est très faible et où les infrastructures de recharge sont peu développées. Un mandat fort en matière de VZÉ est une politique essentielle pour atteindre les objectifs d'adoption du Canada, comme l'ont démontré le Québec et la Californie. Combinés à un mandat VZÉ, du soutien financier fédéral pour la recharge et les VZÉ et de l'éducation sur les VZÉ, une NCP bien conçue peut accélérer la transition vers la mobilité électrique et mettre le Canada sur la voie de la réussite pour atteindre ses objectifs de réduction des émissions. Mobilité Électrique Canada remercie le ECCC de lui avoir donné l'occasion de commenter cette politique et serait heureux de fournir des commentaires supplémentaires si des précisions s'avéraient utiles.

Pour toute question supplémentaire, veuillez contacter :

Daniel Breton
President and CEO - Président et directeur général
Mobilité Électrique Canada - Mobilité Électrique Canada
daniel.breton@emc-mec.ca
<https://emc-mec.ca>
514 883 9274

À propos de Mobilité Électrique Canada / About Electric Mobility Canada (EMC/MÉC)

Mobilité Électrique Canada est une organisation nationale à but non lucratif composée de membres qui se consacrent exclusivement à l'avancement de la mobilité électrique en tant qu'opportunité passionnante et prometteuse pour lutter contre les changements climatiques et stimuler tout en soutenant l'économie canadienne. La mission de MÉC est d'accélérer stratégiquement la transition vers la mobilité électrique dans tout le Canada. Créée en 2006, MÉC est une des toutes premières associations d'électromobilité au monde. Avec plus de 200 membres, MÉC représente plus de 50 milliards de dollars de revenus par an et comprend des constructeurs de véhicules, des fournisseurs d'électricité, des fournisseurs d'infrastructures de recharge et de réseaux, des gestionnaires de parcs automobiles, des syndicats, des municipalités, des sociétés minières, des entreprises technologiques, des universités, des organisations environnementales non gouvernementales et des associations de propriétaires de VZÉ.